

SOCIÉTÉ • ÉTAT ISLAMIQUE

Pressions sur Emmanuel Macron pour rapatrier en France les femmes et enfants de djihadistes détenus en Syrie

Plus de 120 femmes et plus de 300 enfants français sont détenus par les forces kurdes depuis la chute du dernier bastion de l'EI. Une délégation de parlementaires devrait prochainement visiter les camps où ils et elles sont détenus.

Par Christophe Ayad



Des femmes et leurs enfants, lors de la libération d'un autre groupe de familles, dans le camp d'Al-Hol (nord-est de la Syrie), le 20 février.

DELIL SOULEIMAN / AFP

Depuis une semaine, une dizaine de femmes françaises provenant des rangs de l'organisation État islamique (EI) et détenues dans des camps du nord-est de la Syrie ont entamé une grève de la faim pour obtenir leur rapatriement en France avec leurs enfants. Plus de 120 femmes et plus de 300 enfants français – et non pas 200 comme il est souvent écrit – sont détenus par les forces kurdes syriennes depuis la chute de Baghouz, dernier bastion du « califat » de l'EI en Syrie.

Cette grève de la faim, une première depuis le début de leur détention, s'est accompagnée de plusieurs autres initiatives visant à faire évoluer une situation complètement bloquée. Ainsi, **Pascale Descamps**, 55 ans, dont la fille souffre d'une tumeur au côlon, est en grève de la faim depuis le 1^{er} février pour obtenir son rapatriement sanitaire et son jugement devant les tribunaux.

L'exécutif, lui, préfère éviter le sujet tant il est sensible dans l'opinion publique. Après la fuite dans la presse d'un projet de rapatriement massif il y a deux ans, l'Élysée avait reculé face aux réactions très hostiles, confirmées par un sondage. Depuis, c'est le blocage. Des rapatriements sporadiques, dits « au cas par cas », s'effectuent selon des

critères difficiles à évaluer : trente-cinq enfants, présentés comme orphelins, ont rejoint la France depuis 2019. Dans les faits, leurs mères – réelles ou adoptives – doivent décider dans la précipitation si elles acceptent de s'en séparer, sans espoir d'avoir ensuite des nouvelles ou de les rejoindre plus tard.

« Des victimes absolues »

Pour la première fois surtout, une délégation de parlementaires français est arrivée, samedi 27 février, à Erbil, au Kurdistan irakien, dans le but de visiter les camps d'Al-Hol et de Roj au Rojava, le Kurdistan syrien, où sont détenues les Françaises ainsi que leurs enfants. Le groupe, composé de deux députés ex-La République en marche, **Frédérique Dumas** (Libertés et territoires, Hauts-de-Seine) et **Hubert Julien-Laferrière** (ex-Écologie Démocratie Solidarité, Rhône), deux députés européens, **Mounir Satouri** (Europe Écologie-Les Verts) et **Sylvie Guillaume** (Parti socialiste), et des avocats **Marie Dosé** et **Ludovic Rivière**, n'a pas pu entrer dimanche en Syrie. Les autorités kurdes syriennes arguaient de considérations de sécurité. La délégation devait effectuer une nouvelle tentative, lundi 1^{er} mars. Depuis début janvier, des délégations belge, autrichienne et catalane ont pu visiter les camps de familles de djihadistes au Rojava.

Pour M^{es} Dosé et Rivière, « *laisser ces femmes dans ces camps alors que les autorités kurdes exhortent la France à les rapatrier depuis des années est totalement irresponsable et inhumain* ». « *Les deux tiers de ces enfants ont moins de 6 ans, ajoute M^e Dosé. Ils sont des victimes absolues. Pour eux, la Syrie se résume à un camp, une vie dans la boue, le froid et les vapeurs d'un champ de pétrole.* » Le Comité des droits de l'enfant de l'ONU s'est prononcé pour un rapatriement. La Cour européenne des droits de l'homme doit prochainement audier un cas. Enfin, la Cour de justice de la République a été saisie d'une plainte pénale pour « omission de porter secours ».

Depuis que l'espoir de la mise sur pied d'un tribunal spécial pour juger les crimes de l'EI sous l'égide de l'ONU au Kurdistan syrien s'est évanoui, les autorités du Rojava militent pour un rapatriement global. Ce dont les pays européens ne veulent pas, à l'exception de la Finlande, qui a affiché cet objectif fin 2020. Les pays occidentaux fournissent aux Kurdes syriens une aide matérielle en échange de leur rôle de geôliers de ce « Guantanamo extraterritorial », mais, comme le souligne M^e Dosé, « *on peut comprendre que la priorité des Kurdes, qui se sont déjà sacrifiés pour protéger notre sécurité, ne soit pas de garder nos ressortissants* ». Par ailleurs, les autorités du Rojava sont de plus en plus conscientes qu'elles pourraient un jour être tenues pour complices, voire responsables, de détention arbitraire devant les juridictions internationales.

Chaque rapatriement partiel, comme celui de sept enfants français (issus de trois fratries différentes), en janvier, s'accompagne donc de demandes croissantes, concernant leur implication dans les procédures, de la part des autorités kurdes syriennes, dont l'entité étatique, le Rojava, ne fait pas l'objet d'une reconnaissance internationale. Le dernier rapatriement effectué par l'Allemagne en décembre 2020, a consisté à ramener une mère et ses enfants ensemble, pour la première fois. Mais, de source française, on estime que Berlin n'a pas changé de politique et qu'il s'agissait d'une exception.

Lettres ouvertes

Deux parlementaires, le sénateur communiste de Paris **Pierre Laurent** et le député (UDI, Lozère) **Pierre Morel-A-L'Huissier**, ont rédigé chacun une lettre ouverte demandant à leurs collègues élus d'appuyer, auprès de l'exécutif, le rapatriement des enfants français avec leurs mères. Dans son courrier, M. Laurent rappelle que « *la situation à l'intérieur des camps ne cesse de se détériorer : les enfants et leurs mères manquent de tout, survivent sous des tentes de fortune et luttent contre des températures nocturnes pouvant atteindre moins dix degrés* ». Un incendie au camp d'Al-Hol, samedi 27 février, a causé la mort d'une femme et de trois enfants.

M. Laurent avait déjà signé une lettre ouverte à soixante-quinze autres parlementaires français de tous bords, en septembre 2020. Sans effet. « *Le pouvoir exécutif est en train de sacrifier des enfants à l'aune d'un calendrier électoral, persuadé qu'une décision de rapatrier tous nos ressortissants nuirait grandement à son image* », écrit le sénateur communiste. **Emmanuel Macron** est le seul décisionnaire sur ce dossier, qu'il juge explosif à l'approche de la campagne présidentielle. Le gouvernement norvégien a de fait perdu sa majorité à l'occasion du rapatriement d'une femme de djihadiste avec ses deux enfants, en janvier 2020.

La multiplication des initiatives de ces derniers jours est à apprécier en regard du calendrier électoral français. « *Après juin, plus rien ne bougera jusqu'à la présidentielle* », estime une source proche du dossier. Interrogés par *Le Monde*, le ministère des affaires étrangères et le Parquet national antiterroriste (PNAT) n'ont pas souhaité s'exprimer.

Dégradation de la situation sécuritaire



Des femmes attendent leur départ, au camp d'Al-Hol (nord-est de la Syrie), le 20 février.
DELIL SOULEIMAN / AFP

Si le temps presse, ce n'est pas seulement en vertu d'impératifs humanitaires. La situation sécuritaire se dégrade de mois en mois dans la Bادية, le désert syrien entre la vallée de l'Euphrate et les grands centres urbains de l'Ouest. L'EI, en phase de reconstitution de ses cellules, agit même au Rojava contre les Forces démocratiques

syriennes (FDS), qui administrent ce territoire. Selon une source sécuritaire, « *les autorités kurdes ne pourraient pas faire face à un soulèvement généralisé dans les camps* ». C'est, entre autres, pour cette raison que la majorité des détenues étrangères ont été transférées du camp d'Al-Hol, réputé insalubre et ingérable avec ses 65 000 résidents (dont 9 000 étrangers), vers une extension du camp de Roj (2 000 résidents), mieux sécurisé.

La remontée en puissance de l'EI a une influence directe sur la sécurité à l'intérieur des camps : vingt personnes, dont au moins cinq femmes, ont été assassinées courant janvier à Al-Hol. Les détenues les plus radicalisées, informées du retour en force de l'EI, en profitent pour réaffirmer leur emprise. Les évasions sont régulières : une exfiltration coûte aujourd'hui 12 000 à 18 000 euros. **Hayat Boumedienne**, l'épouse d'**Amedy Coulibaly**, auteur de la tuerie de l'Hyper Cacher de Vincennes, en janvier 2015, a rejoint, selon nos sources, la poche d'Idlib sous le contrôle de divers groupes rebelles et djihadistes. Tous les experts en terrorisme militent pour un rapatriement et des procès en France, afin d'éviter des retours clandestins qui pourraient déboucher un jour sur des attentats.

Concernant les combattants étrangers (plus de 5 000 hommes, dont moins d'une centaine de Français) détenus à Hassaké et qu'il n'est pas question de rapatrier, une nouvelle prison, plus grande et mieux sécurisée, est en construction, selon le site américain *Defense One*. Les risques d'une attaque de prison, comme il en est intervenu régulièrement en Irak, sont devenus trop grands. ■